

Unité Départementale de l'Oise
283, rue de Clermont
ZA La Vatine
60000 Beauvais

Beauvais, le 4 août 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



BPE LECIEUX

Le Bosquet de l'Ange
Les Pièces Compiègne
60740 ST MAXIMIN

Références : CAR-R/0303/22-AC/SF

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/06/2022 dans l'établissement BPE LECIEUX implanté Le Bosquet de l'Ange Les Pièces Compiègne 60740 ST MAXIMIN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BPE LECIEUX
- Le Bosquet de l'Ange Les Pièces Compiègne 60740 ST MAXIMIN
- Code AIOT dans GUN : 0005103211
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Carrière de matériaux calcaires, exploitée sur le territoire de la commune de Saint-Maximin. La superficie totale qui reste en exploitation est d'environ 20,6 ha. La production annuelle maximale est limitée à 118 000 tonnes. Les matériaux extraits sont traités sur site.

L'autorisation est accordée jusqu'au 31 décembre 2032.

Par arrêté préfectoral du 13 juin 2019, la société BPE Lecieux a été autorisée à reprendre l'exploitation de la carrière exploitée précédemment par la société Rocamat.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- garanties financières ;
- bornage ;
- plan d'exploitation ;
- action nationale sur les déchets d'extraction.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
PC n°6: Plan de gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
PC n°1: Garanties financières	AP Complémentaire du 16/06/2019, article 2.1	Non-conformité	Sans objet
PC n°2: Bornage	Arrêté Préfectoral du 08/08/2005, article III.1.4	Non-conformité	Sans objet
PC n°3: Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 08/08/2005, article III.1.4	Non-conformité	Sans objet
PC n°4: Surveillance des nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 08/08/2005, article III.5	Non-conformité	Sans objet
PC n°5: Existence d'une installation de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1er	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les non-conformités et observations relevées lors de la précédente inspection ont bien été prises en compte par l'exploitant.

Concernant l'action nationale sur la gestion des déchets d'extraction, l'inspection a relevé quelques lacunes dans la compréhension des textes, et car conséquent la rédaction du plan de gestion des déchets d'extraction. De plus, les éléments du plan de gestion ne paraissent pas en cohérence avec les dires de l'exploitant et les constats réalisés sur place. Il est par conséquent demandé à l'exploitant de revoir son plan de gestion des déchets d'extraction du site.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : PC n°1: Garanties financières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/06/2019, article 2.1
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
Prescription contrôlée : L'exploitant constitue des garanties financières afin de permettre la remise en état maximale à tout moment au cours de l'exploitation. Le montant des garanties financières est de : [Tableau]
Constats : Par envoi du 13 janvier 2020, la société BPE LECIEUX a transmis au préfet de l'Oise l'acte de cautionnement mis à jour suite à la signature de l'arrêté préfectoral complémentaire susvisé. Cet acte de cautionnement a été réalisé auprès de la société BNP PARIBAS pour un montant de 543 415€ et est valable du 20 décembre 2019 au 13 juin 2024.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : PC n°2: Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2005, article III.1.4
Thème(s) : Situation administrative, Bornage
Prescription contrôlée : L'exploitant doit satisfaire aux prescriptions suivantes, avant la reprise des travaux dans le cadre de la présente décision : - des bornes sont placées permettant de définir le périmètre de la carrière. Elles sont maintenues en place jusqu'à l'achèvement de la procédure de cessation d'activité prévue à l'article 34.1° du décret du 21 septembre 1977 susvisé ; - un plan de bornage en deux exemplaires est adressé dans les deux mois suivant la notification de la présente décision, à l'inspection des installations classées à Beauvais.
Constats : Suite à la précédente inspection ayant mené au constat que les bornes délimitant le périmètre de la carrière n'ont pas été maintenues en place, l'exploitant a fait procéder au passage d'un géomètre afin de les réinstaller. Lors de la visite d'inspection, il a pu être constaté la présence par sondage de bornes sur le périmètre de la carrière. L'exploitant veillera à les maintenir en place et visibles tout au long de l'exploitation du site.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : PC n°3: Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2005, article III.1.4
Thème(s) : Situation administrative, Plan d'exploitation
Prescription contrôlée : De plus, l'exploitant établit un plan à l'échelle 1/2000ième. Sur ce plan sont reportés : - les limites du périmètre sur lequel porte la présente décision ainsi que ses abords dans un rayon de 50 m ; - les bords de la fouille ; - les courbes de niveau ou cote d'altitude des points significatifs ; - les zones remises en état ; - la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.
Constats : Lors de la précédente inspection, il avait été constaté l'incomplétude du plan d'exploitation au regard de la prescription suscitée. Lors de la visite, le dernier plan d'exploitation a été demandé à l'exploitant. Celui-ci a été réalisé par la société 49 degrés nord et est daté de mars 2022. Ce plan reprend l'ensemble des éléments prescrits.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : PC n°4: Surveillance des nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2005, article III.5
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Prescription contrôlée : Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatives aux bruits aériens émis par les carrières sont applicables à l'établissement. Notamment, l'activité du chantier ne doit pas être à l'origine dans les locaux riverains habités ou occupés par des tiers ou au-delà d'une distance de 200 m par rapport aux limites autorisées d'une émergence supérieure à 5 dB(A) pour la période allant de 7h à 20 h ; en particulier elle n'engendre pas de niveau acoustique équivalent, mesuré en dB(A) suivant la norme S 31.010 supérieur à 52,5 dB(A) au niveau des habitations du quartier « l'Economat ». En dehors de la plage horaire précitée, les activités liées à l'exploitation de la carrière sont mises à l'arrêt. L'exploitant réalise périodiquement un contrôle des niveaux sonores engendrés par les activités de la carrière, au moins une fois par an. Il tient les résultats obtenus à la disposition de l'inspection des installations classées pendant deux ans.
Constats : Lors de la dernière inspection, il avait été constaté deux non-conformités: - le non-respect de la fréquence de contrôle des niveaux sonores du site ; - le dépassement aux premières habitations des niveaux sonores lors des contrôles de 2017. Les derniers contrôles des niveaux sonores du site ont été demandés à l'exploitant en séance. L'exploitant a présenté les rapports des contrôles de décembre 2019 et mars 2021. L'exploitant a expliqué la difficulté de trouver un bureau d'études pour la réalisation des contrôles en 2020 du fait du COVID, expliquant le décalage des contrôles. Ces deux rapports réalisés par la société ENCEM présentent des niveaux sonores d'émergence et en limite de site conformes à celles prescrites. Il est rappelé à l'exploitant l'obligation de réaliser ces contrôles tous les ans.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : PC n°5: Existence d'une installation de gestion des déchets d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1er
Thème(s) : Actions nationales 2022, Présence d'une installation de gestion des déchets d'extraction
Prescription contrôlée : On entend par zone de stockage : - lorsque les déchets d'extraction à stocker sont non dangereux non inertes ou dangereux, les installations relevant de la rubrique 2720 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ; - lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins. Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté.

On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol).

Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté.

L'arrêté d'autorisation peut fixer, en tant que de besoin, des dispositions plus contraignantes que celles prescrites ci-après.

Sauf mention expresse, sont soumises aux dispositions qui suivent, en ce qui concerne les carrières, les exploitations à ciel ouvert et les exploitations souterraines.

Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont réalisées et exploitées en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que la gestion équilibrée de la ressource en eau.

Constats : Le gisement est constitué de plusieurs couches et matériaux présentés comme suit:

- une couche de terre végétale faisant normalement l'objet d'un décapage ordonné en fonction de l'avancée et du phasage. A la reprise de l'exploitation par la société BPE LECIEUX suite à la société ROCAMAT, l'exploitant s'est aperçu qu'un décapage complet avait été réalisé et que la terre végétale était sortie du site. La terre végétale n'est donc pas en stockage sur le site ;
- une couche de stériles (marnes et caillasses) pour laquelle l'exploitant a trouvé une issue commerciale ;
- les couches calcaires permettant la réalisation de pierres de tailles pour 10%, et dont les chutes et déchets sont envoyés en broyage / criblage puis revendus en tant que produit.

La visite sur site a cependant permis de constater un merlon de stockage de déchets d'extraction situé au sud-ouest du site. Également, l'exploitant procède au nettoyage du site et réalise un second traitement des anciennes zones de stockage de déchets d'extraction du précédent exploitant. Ce traitement pourrait conduire à la création de nouvelles zones de stockage de déchets d'extraction sur le site.

Il a donc été précisé en séance la définition d'une installation de gestion de déchets d'extraction au sens de l'arrêté ministériel. Les stockages de plus de trois ans doivent être pris en compte, même pour la terre végétale et si le stockage est installé en merlon paysager. Seules les installations de sécurité, les stockages provisoires de moins de trois ans et le stockage directement mis en place pour la remise en état n'est pas compris dans cette définition.

Observations : /

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : PC n°6: Plan de gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis

Thème(s) : Actions nationales 2022, Plan de gestion des déchets

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.

Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;
- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

Constats : L'exploitant a présenté le plan de gestion des déchets (PGD) mis en place sur le site.

Il a été rédigé en collaboration avec le bureau d'études PERI-G, et est daté de juin 2022.

Ce PGD reprend une description du site, les caractéristiques de l'installation, les caractéristiques des terres non-polluées et déchets inertes résultant du fonctionnement du site, les impacts potentiels sur la santé et l'environnement et les moyens de prévention et de réduction des risques.

Les déchets d'extraction sont présentés comme étant les terres végétales de découverte et les stériles de découverte, stockés en merlons et dépôts de surface dont l'usage futur est la remise en état du site. La quantité totale estimée des stériles est de 1 000 000 tonnes sur les 10 ans restants, et de 0 pour la terre végétale.

L'exploitant a indiqué qu'au vu de la situation du site sur la terre végétale de découverte décrite dans la précédente partie et la valorisation des stériles, aucun stockage sur site ne rentrait dans la description d'une installation de gestion de déchets d'extraction.

Au vu des constats réalisés sur le terrain et de la présence de tels stockages, il est demandé à l'exploitant de revoir son PGD en incluant les éléments suivants:

- une mise à jour de la partie II contenant le tableau des déchets d'extraction, les quantités, le mode de stockage et le traitement pour entrer en cohérence avec les usages sur site ;
- l'ajout des quantités présentes sur le site au moment de la rédaction du PGD pour les déchets d'extraction ;
- un plan présentant les installations de gestion des déchets d'extraction (zones avec la quantité présente et la nature du matériau terre végétale / stériles);
- d'éventuelles procédures de contrôle de ces stockages en cas de besoin ;

- les lieux d'implantation envisagés des futurs stockages, et la justification de leur emplacement.

Fait susceptible de suites n°1: le plan de gestion des déchets d'extraction du site n'est pas en cohérence avec les usages et réalités du site.

Observations : /

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet